



PREMIER MINISTRE



Paris, le 31 janvier 2012

Présentation des vœux
de Vincent Chriqui,
Directeur général du Centre d'analyse stratégique

Mardi 31 janvier 2012

Seul le prononcé fait foi

Bilan 2011

L'année 2011 a été la première année de mise en œuvre des nouveaux instruments de communication du Centre : nouvelle maquette des documents (depuis fin 2010), nouveau site internet (depuis juin 2011). La présentation, plus claire et faisant apparaître de manière explicite les mesures suggérées, semble avoir été appréciée. Elle doit permettre à terme une meilleure évaluation de nos résultats en termes de suivi des propositions.

Pour la première fois, le Centre a lancé, à partir de la mi-2011, une dizaine de commandes d'études : nous avons, avec les chefs de département, identifié des sujets dans l'ensemble de notre champ de travail, et sollicité des centres de recherche. L'idée est de mobiliser les capacités d'analyse qui existent dans le monde universitaire en particulier (également dans d'autres structures comme des cabinets de conseil) au profit de sujets de politiques publiques susceptibles d'intéresser le Gouvernement. Sur 11 consultations prévues, 9 marchés ont été notifiés en 2011 et les 2 autres sont en cours. Pour 2012, nous avons engagé le lancement d'une nouvelle série d'une dizaine d'études, conformément à notre programme de travail pour cette année.

En termes d'organisation, 2011 a vu l'installation du CEPII dans ses nouveaux locaux au 113, rue de Grenelle. Ce projet allie qualité des conditions de travail, amélioration du lien avec le CAS et les autres centres d'analyse du Premier Ministre, et gain budgétaire, puisque la fin du bail des anciens locaux du CEPII rue Georges-Pitard dans le XVème arrondissement représente une économie annuelle de 400.000 €.

La RGPP est en cours de déploiement... avec une première manifestation très concrète : la reprographie. Notre responsabilité est de mettre en œuvre la modernisation, la vôtre (agents, représentants syndicaux) est de tirer le signal d'alarme s'il y a des craintes ou des difficultés : je sais que je peux compter sur votre attention et Didier MILLOT sera toujours à votre écoute, autant que nécessaire.

Résultats du Centre d'analyse stratégique

Pour apprécier les résultats du Centre on peut se reporter aux choix qui ont guidé la définition des indicateurs, c'est-à-dire, pour l'essentiel, des données relatives à la diffusion et à la visibilité médiatique des travaux du Centre.

Le nombre de publications est en progression constante : pour les notes d'analyse, 42 en 2009, 44 en 2010, 51 en 2011 ; pour les rapports, 8, 9 et 14.

Le nombre de téléchargements ne peut être estimé précisément sur l'année pour des raisons techniques (ces difficultés ont été résolues depuis : nous aurons des chiffres précis pour 2012). On peut toutefois estimer qu'environ 150.000 téléchargements de documents (notes d'analyse et rapports) ont été réalisés en 2011 sur le site du Centre.

En termes de visibilité médiatique, le nombre de citations du Centre est passé de 927 en 2009 à 2.766 en 2010 et 6.475 en 2011, c'est-à-dire qu'il a triplé entre 2009 et 2010, et plus que doublé entre 2010 et 2011. Cette évolution varie évidemment suivant les supports mais la progression est forte dans toutes les catégories : médias audiovisuels (9, 55, 125), presse quotidienne nationale (124, 229, 399), dépêches d'agence (30, 68, 136), etc.

Enfin le nouveau site internet du Centre a également connu une fréquentation en forte hausse (+ 50 % environ en 2011 par rapport à 2010 pour le nombre de visites, de pages vues, ou de visiteurs). Le Centre est désormais également présent sur les réseaux sociaux, Facebook et Twitter.

Travaux marquants de l'année 2011

- La deuxième édition de notre colloque économique de rentrée, sur « la croissance de demain » a confirmé son positionnement comme point fort de la rentrée en matière de débat économique : en présence du Premier Ministre François FILLON, du ministre François BAROIN, du commissaire Michel BARNIER, et de nombreux experts internationaux, nous avons pu examiner à la fois l'actualité de la crise et ses conséquences sur les politiques monétaire et budgétaire, et les déterminants de la croissance à plus long terme (innovation, compétitivité).
- Le rapport sur « travail emploi dans 20 ans », issu du groupe de travail présidé par l'ancienne DG de la Commission européenne Odile QUINTIN, a apporté une vision prospective des grandes évolutions du travail (conditions de travail, relations sociales, vie des entreprises...)
- La comparaison internationale sur la dépendance a permis d'alimenter la réflexion de l'ensemble des groupes de travail installés par le Président de la République.
- Enfin les travaux sur « Trajectoires 2020-2050 vers une économie sobre en carbone » et sur « Energie 2050 », suite aux commandes passées par le ministère de l'Ecologie et celui de l'Energie, ainsi que l'ensemble de notes visant à préparer le sommet de Durban sur le réchauffement climatique, forment un ensemble cohérent relatif à la prise en compte des enjeux de la transition écologique en matière d'émissions de gaz à effet de serre en particulier.
- Le rapport et les deux notes sur les « secteurs porteurs » permettent de dégager les tendances d'évolution de l'emploi secteur par secteur, en lien direct avec les autres travaux du Centre visant à relier offre de formation et besoins de l'économie (exercice quinquennal « perspectives des métiers et des qualifications »).

Comme vous le voyez, j'ai cité une réalisation de chaque département et une réalisation commune...

Perspectives pour 2012

Pour 2012 je voudrais vous présenter :

- 4 axes
- 3 moyens
- 2 objectifs
- 1 vœu

4 axes

Vous les connaissez, ce sont les « fils directeurs » de notre programme de travail. Je voudrais y revenir rapidement.

Face à la crise économique, quelles réponses à court terme, quelle politique de moyen terme pour retrouver un sentier de croissance durable et riche en emplois ?

Comme toutes les crises graves, celle-ci a profondément modifié notre vision de l'économie et notre vision des grands équilibres du monde et en particulier de l'Europe.

On a tendance à se focaliser sur les débats (plus ou moins de rigueur, plus ou moins de solidarité), mais il y a beaucoup d'éléments de consensus.

Chacun comprend que le projet européen initial comportait des insuffisances. On a supposé qu'il y aurait une convergence spontanée et c'était vrai dans beaucoup de domaines : les niveaux de vie, l'intégration économique et financière.

Mais en matière de compétitivité, non seulement nous n'avons pas eu de convergence mais l'euro a fonctionné comme une sorte de parapluie, permettant aux déséquilibres de s'aggraver bien plus que par le passé... C'est cela qu'il faut corriger, d'où la nécessité d'un nouveau pacte économique. Et ce nouveau pacte ira nécessairement de pair avec une plus grande intégration et une plus grande solidarité.

Quelles stratégies adopter, en France et en Europe, vis-à-vis du rééquilibrage de l'économie mondiale en faveur de l'Asie et des pays émergents (les BRICs) ?

Nous savons tous que le principal facteur de rééquilibrage entre les puissances mondiales est la montée des grandes économies émergentes, en particulier en Asie de l'est. Mais derrière cette certitude il y a des questions majeures qui conditionneront l'évolution du monde au cours des prochaines décennies. J'en citerai seulement deux :

Jusqu'à quand la croissance des pays émergents peut-elle se poursuivre sur un tel rythme ? Car le paradoxe, c'est que pour continuer comme avant il faut en réalité que tout change... Les moteurs de la croissance chinois, en particulier, se gripperont si la Chine ne réussit pas plusieurs réorientations stratégiques : croissance appuyée davantage sur la consommation interne (donc diminution de l'épargne), constitution d'un système financier moderne avec un véritable État de droit, montée en gamme dans la production mondiale et priorité à la formation et à l'innovation. Il est certain que les responsables chinois sont très conscients de ces défis.

Globalement la croissance chinoise, malgré tous les problèmes qu'elle pose, tire la nôtre. Mais elle pèse aussi sur les perspectives de moyen terme à travers la pression sur les ressources naturelles. Jusqu'ici toutes les Cassandra se sont trompées, parce que l'homme a toujours réussi à trouver des processus de production et de consommation plus efficaces et plus économes... et cela va continuer (en particulier grâce aux travaux du Centre !). Mais dans certains domaines (productions telles que l'acier, énergie, réchauffement climatique, agriculture), l'impact de milliards d'être humains changeant brutalement de modèle de développement est difficile à anticiper.

Comment répondre efficacement à la demande sociale sans cesse croissante de couverture des risques dans un contexte de ressources publiques rares ?

La France dépense 5 à 10 points de plus de PIB que la plupart des pays comparables pour son modèle social. Les réussites de ce modèle (famille, santé, solidarité) sont incontestables. Il est tout aussi incontestable que l'ajustement budgétaire qui s'impose à nous ne peut faire l'impasse sur le principal poste de dépenses publiques. D'où cette question centrale (mais qui est rarement abordée de front) : est-ce qu'il faut maîtriser le champ de notre protection sociale par une politique de maîtrise globale, sans en changer fondamentalement les paramètres ; ou faut-il réaliser des choix, notamment dans le partage entre les différents acteurs : assurance/solidarité, État/collectivités... (cf. notre séminaire avec la DGCS sur les acteurs de la cohésion sociale).

Comment la généralisation d'internet et la montée en puissance des réseaux sociaux affectent-elles la société, et comment les pouvoirs publics doivent-ils y répondre (l'« agent public 2.0 ») ?

Est-ce que les nouvelles formes de l'internet (internet mobile, réseaux sociaux) vont modifier en profondeur le fonctionnement de l'État, voire les relations entre l'État et les citoyens ? Personne ne peut répondre à cela, mais le simple fait que la question se pose est intéressant : ce n'est pas tous les jours que l'on est confronté à une révolution possible du mode de fonctionnement de notre démocratie... La première étape (dématérialisation des procédures administratives) étant largement derrière nous, le Centre se penchera sur l'avenir à travers les chantiers « open data » et « agent public 2.0 ».

3 moyens

Le Centre aura pour priorité en 2012 de développer son rôle de « carrefour d'idées », notamment à travers **les partenariats internationaux** : outre nos correspondants du « réseau des homologues » (Royaume-Uni, Pays-Bas, Irlande, Suède, et Union européenne), nous souhaitons approfondir nos échanges avec des institutions issues notamment d'Allemagne, des États-Unis, du Canada, et de Corée. Je souhaite que chaque département ait plusieurs partenariats internationaux effectifs, dont un substantiel (document commun, colloque commun, échange d'agents...), d'ici la fin de l'année.

Les **comparaisons internationales** resteront l'une de nos clés d'interprétation. C'est bien souvent ce qui retient le plus l'attention. Notre pays est parfois conservateur, face à une idée un peu nouvelle la réaction est souvent : « si ça n'a pas été fait il y a sûrement une raison » Lorsque l'on explique que cela a bien été fait, en Allemagne, en Italie, au Royaume-Uni, au Canada, même aux États-Unis, alors la réaction est différente.

Nos **propositions** doivent être argumentées, précises, opérationnelles. C'est la clé de l'impact de nos notes, pas seulement pour les décideurs publics mais pour tous ceux qui suivent nos travaux (presse, grand public). A terme ce sera la véritable mesure de notre influence.

2 objectifs

Le Centre ne peut s'exonérer, pas plus qu'aucune autre administration, de l'exigence de productivité et d'efficacité. Lors des entretiens d'évaluation de vos chefs de département nous avons regardé précisément les statistiques de production de chaque département car si la quantité n'est pas la qualité, je pense que conserver un rythme élevé de production de nos travaux est aussi la garantie de ne pas se laisser enfermer dans un traitement académique de certains sujets, au détriment de la lisibilité et de l'impact.

1^{er} objectif : 60 notes en 2012

2^{ème} objectif : 90 % du programme de travail réalisé en 2012 (donc pas plus de 10 % abandonné ou reporté à 2013)

1 vœu

Nous sommes dans une année d'élections présidentielle et législative.

Je souhaite que ce soit l'occasion d'un débat d'idées riche, tonique, productif.

Je souhaite que ce débat n'occulte ni les difficultés auxquelles notre pays est confronté (la crise économique, la concurrence des pays émergents), ni les atouts exceptionnels dont il bénéficie et qui lui permettront, j'en suis sûr, de surmonter ces difficultés (sa démographie exceptionnelle en Europe, sa maîtrise de la haute technologie dans de nombreux secteurs, son positionnement au cœur du continent, son rayonnement international, pour ne citer que ceux-là).

Ce qui est sûr c'est que notre salut passe par l'imagination, la créativité, l'innovation. J'espère qu'en 2012, encore plus qu'en 2011, ces mots seront associés au travail du Centre d'analyse stratégique. Et pour cela, je sais que je peux compter sur votre talent, sur votre compétence, et sur votre engagement.

Et je vous souhaite naturellement, pour finir, une année 2012 heureuse, pleine de satisfactions professionnelles et surtout personnelles, pour vous et vos proches.

• Contact Presse

Centre d'analyse stratégique

Jean-Michel Roullé

Responsable de la communication

Tél. : +33 (0) 1 42 75 61 37

jean-michel.roulle@strategie.gouv.fr